

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
83 · Octobre 2016
AZB 3001 Berne



Votre journal « SOCIALISTES » tourné vers l'international

POUR CE NUMÉRO, LE CHOIX D'UNE ÉDITION TOURNÉE VERS L'INTERNATIONAL A ÉTÉ FAIT. DIVERS THÈMES SERONT AINSI ABORDÉS : L'ÉRYTHRÉE AVEC LE CONSEILLER NATIONAL (GE) MANUEL TORNARE, L'EXEMPLE BELGE PAR LE CONSEILLER NATIONAL (ZH) TIM GULDIMANN, L'ACCÈS À LA CITOYENNETÉ, LES ÉCHANGES ERASMUS OU ENCORE LES ACCORDS DE DUBLIN.

ACCORDS DE DUBLIN

La crise des réfugié-e-s se poursuit avec, en ligne de mire, une catastrophe humanitaire. Liliane Maury Pasquier, conseillère aux Etats genevoise, revient sur les accords de Dublin et la marge de manœuvre humanitaire que ceux-ci accordent. Page 7

FUTUR PS

Les 3 et 4 décembre prochain, le Parti socialiste suisse tiendra un important Congrès à Thoune. Leyla Gül, co-secrétaire générale, présente les enjeux de certaines réformes statutaires et leur importance pour l'avenir de notre parti. Page 10 et 11

Le PS suisse fait ses adieux à deux féministes : Lilian Uchtenhagen et Amélia Christinat

AVEC LES DÉCÈS DE LILIAN UCHTENHAGEN ET AMÉLIA CHRISTINAT, LA SUISSE PERD DEUX GRANDES MILITANTES DES DROITS DES FEMMES. TOUTES DEUX SONT DES EXEMPLES POUR L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES FEMMES EN SUISSE.

Lilian Uchtenhagen est décédée un jour avant son 88e anniversaire. Sa fulgurante carrière politique et son implication pour les droits des femmes ont fait d'elle une figure exemplaire. La mort de Lilian Uchtenhagen est une grande perte pour le socialisme et le féminisme.

Très tôt, Lilian Uchtenhagen avait commencé à s'engager pour les droits des femmes. « Pendant 30 ans, j'ai lutté pour le droit de vote des femmes, participé à des centaines de manifestations. Ce fut un chemin incroyablement long », dit-elle en l'an 2000. La Suisse et

les femmes doivent beaucoup à cette femme d'exception. Son engagement était impressionnant, sa force et son énergie inspirantes.

En 1970, année où le canton de Zurich introduit le droit de vote des femmes, Lilian Uchtenhagen adhéra au PS Zurich, où elle devint tout de suite très active, se faisant déjà élire la même année au parlement de la ville. Un an plus tard, elle faisait partie des dix premières femmes à siéger au Conseil national. Elle y défendra nos valeurs socialistes pendant 20 ans.

En 1983, Lilian Uchtenhagen fut désignée par le PS comme candidate au Conseil fédéral. Elle aurait dû devenir la première femme conseillère fédérale. Cela ne s'est pas fait : l'Assemblée fédérale élit Otto Stich. L'incident plongea le PS dans un grand débat de fond.

Amélia Christinat s'est éteinte à l'âge de 90 ans. Née au Tessin, elle vivait à Genève, où

elle avait commencé sa carrière politique en entrant au PS en 1961. Dans un contexte difficile pour les femmes, elle fit figure de pionnière et lutta pour le droit de vote des femmes à tous les niveaux. En 1967, elle fut élue au Conseil municipal de Genève. Puis, deux ans plus tard, elle passa au Grand Conseil. C'est en 1978 qu'elle atteignit le Conseil national, en tant que première femme socialiste du canton de Genève.

Elle a donc pu mener sur le plan national son combat pour les droits des femmes, en s'engageant notamment pour l'assurance maternité ou en luttant pour une représentation des femmes dans la politique.

L'action de Lilian Uchtenhagen et Amélia Christinat laisse une grande trace dans la politique suisse. Leur passion ne pouvait laisser personne indifférent. Nous espérons qu'elles aient touché beaucoup de monde et que leur exemple soit poursuivi.



« Pas de femmes, pas de pays », tel est le slogan inscrit en Polonais sur cette pancarte brandie lors de la « manifestation noire ». Celle-ci s'est déroulée dans toute la Pologne le 1^{er} octobre 2016, pour protester contre un projet de loi visant à interdire l'avortement. Ce texte ultraconservateur prévoyait une interdiction de l'IVH à une exception près : lorsque la vie de la femme enceinte était en danger immédiat. Des peines de prisons pouvant aller jusqu'à 5 ans pour les médecins et les patientes étaient également prévues.

Munies, pour la plupart, d'un cintre symbolisant l'avortement clandestin, plus de 100 000 personnes sont descendues dans la rue dans toute la Pologne afin de crier leur colère dans un pays où la législation sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) compte parmi les plus restrictives d'Europe. « Qu'elles s'amusez », aurait commenté le ministre des Affaires étrangères Witold Waszczykowski, issu de parti conservateur « Prawo i Sprawiedliwość » (« droit et justice »), provoquant une masse de réactions indignées. Quelques jours plus tard, la loi a finalement été rejetée par 352 députés de la majorité conservatrice et de de l'opposition.



Un regard vers l'international

Vous trouverez aujourd'hui un numéro de votre journal « SOCIALISTES », marqué par un regard international. Alors que les votations de novembre ne comptent qu'un seul objet, certes particulièrement important pour l'avenir de la Suisse et pour l'environnement dans son ensemble, le choix a cependant été fait de marquer une pause et de sortir des contingences quotidiennes de l'agenda politique de la Berne fédérale.

Ainsi, ce numéro sera donc consacré presque exclusivement à des thématiques touchant le domaine international. Elus fédéraux, spécialistes du domaine ou encore responsables internes au Parti socialiste se relaient donc dans ce numéro pour vous faire découvrir une vision plus globale. Si Manuel Tornare, conseiller national genevois, reviendra sur une motion déposée et acceptée par le Conseil fédéral concernant la situation en Erythrée, Liliane Maury Pasquier, conseillère aux Etats du bout du lac, abordera la problématique des accords Dublin, en rappelant qu'une marge de manœuvre existe pour les Etats signataires. Enfin, l'ancien ambassadeur suisse à Berlin, aujourd'hui conseiller national zurichois, nous rapportera son expérience suite à une rencontre à Bruxelles et les différences politico-culturelles existant entre deux pays qui, sur le papier, connaissent des profils relativement proches. Spécialiste des relations européennes, Pauline Despont fait le point sur la situation des échanges « Erasmus » pour étudiant-e-s sur le vieux continent. Enfin, la parole sera également et naturellement donnée au PS Migrant-e-s, aussi bien pour détailler le développement actuel que cet organe connaît dans différents cantons que pour expliquer leur actuel appel à la naturalisation.

Vous l'aurez compris, vous tenez un numéro « international » dont l'objectif est de prendre un peu de hauteur et de quitter quelques instants nos frontières pour découvrir ce qui se passe « ailleurs ».

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

Pourquoi le PS gagne les élections



Michael Sorg,
co-secrétaire
général
ad intérim

Argovie et Bâle-Ville. Deux cantons alémaniques qui ne sauraient être plus différents. D'un côté, l'Argovie, de droite, conservatrice, rurale, caractérisée par l'énergie nucléaire et les autoroutes, raillée par la Suisse-alémanique comme un canton provincial. De l'autre Bâle, de gauche, ouvert sur le monde, urbain, culturellement varié et se décrivant volontiers comme une particularité en soi. Mais le 23 octobre dernier, un événement rassemblait Argovie et Bâle-Ville: lors de leurs élections cantonales respectives, le PS était déclaré vainqueur!

En Argovie, le PS progressait de 3,7 points à 19 %, dépassant clairement le PLR. A Bâle-Ville, avec 32,5 % de l'électorat, le PS atteignait son meilleur résultat depuis 70 ans! Pour les élections au Conseil d'Etat, les candidat-e-s socialistes marquaient également la différence, en obtenant des résultats qualifiés de bons à très bons. Dès lors, une seule question s'impose: « à quoi cela est dû? ».

Une chose est claire: les succès du PS ne se sont heureusement pas faits sur le dos des Verts, qui restent stables, aussi bien en Argovie qu'à Bâle. A *contrario*, ce sont les partis bourgeois du centre qui en font les frais, PDC en tête. Voilà qui n'est guère surprenant, lorsque l'on voit le virage vers la droite conservatrice qu'a entrepris le président Pfister, faisant nombre d'orphelins chez les

socio-libéraux. Le PS devient donc pour eux une nouvelle patrie politique.

Deuxième explication: la population peine à accepter le virage à droite opéré en octobre 2015 au Palais fédéral. La nouvelle majorité de droite est arrogante et inconséquente: plus d'argent pour l'armée, l'agriculture, les routes, alors que des coupes sont organisées dans la formation et les assurances sociales. Cette situation est on ne peut plus claire dans la réforme de la prévoyance vieillesse 2020: les droites veulent une retraite à 67 ans et une baisse des rentes. La population ne peut pas suivre de tels projets et le PS doit devenir la véritable alternative pour toute personne qui ne se reconnaît pas dans cette majorité de droite.

Naturellement, il existe également une troisième explication: tant en Argovie qu'à Bâle-Ville, la campagne de mobilisation a excellemment fonctionné. En Argovie, les militants socialistes ont conduit 7000 entretiens téléphoniques, 4500 l'ont été à Bâle. Voilà notre recette contre les millions du monde économique et des campagnes des médias, comme la « Basler Zeitung », aux mains d'un certain Christoph Blocher. Le PS est fort lorsqu'il est proche des gens. Cette campagne de mobilisation est notre modèle de succès, à développer également du côté romand.

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Pauline Despont
Production Atelier Bläuer, Berne

Apprendre de la Belgique ?

LA SEMAINE DERNIÈRE, JE VISITAIS LA BELGIQUE AVEC SIX AUTRES COLLÈGUES DE LA COMMISSION DE POLITIQUE EXTÉRIEURE DU CONSEIL NATIONAL (CPE-N). CE PAYS COMPTE UNE POPULATION PLUS IMPORTANTE QUE LA SUISSE, POUR UNE ÉCONOMIE MOINS IMPORTANTE. TOUT COMME LE SUISSE, LA BELGIQUE CONNAÎT ÉGALEMENT UNE ORGANISATION FÉDÉRALISTE ET POLYGLOTTE. MAIS LA BELGIQUE EST UN PAYS CONNAISSANT UNE CASSURE ET DONT LES DIFFÉRENCES PERMETTENT DE MIEUX COMPRENDRE LES PARTICULARITÉS SUISSES.

Au Conseil fédéral et au sein des différentes Commission du parlement suisse, une règle reste de mise: «chacune et chacun s'exprime dans sa langue». Nous nous comprenons. Le gouvernement belge se voit contraint d'avoir recours à une traduction simultanée et de se comprendre au travers de microphones et d'écouteurs. Afin d'éviter que les régions et les différentes communautés linguistiques ne se crèpent le chignon, les parlements et gouvernements régionaux ont été petit à petit préservés. Leurs compétences sont par ailleurs bien plus étendues que celles de nos cantons. Ils ont, par exemple, des compétences en matière de politique extérieure.

Le pouvoir limité du Parlement national a été mis en lumière, la semaine passée, lorsque le parlement de la Wallonie francophone a rejeté l'accord économique et commercial global (AECG) avec le Canada, alors que le parlement flamand optait pour son adoption. 3,5 millions de Wallons peuvent ainsi bloquer un accord de politique extérieure de l'Union européenne, comptant 500 millions d'habitant-e-s.

En Belgique, sept parlements coexistent, avec des compétences géographiques se chevauchant. Aux côtés du parlement national, trois parlements régionaux officient sur les questions liées au territoire et qui sont notamment en charge de

l'économie. Les parlements des trois communautés linguistiques sont compétents pour les thématiques de l'éducation, de la culture et de la santé. Certains domaines, tels que l'énergie, dépendent de différentes institutions. En cas de litige, une procédure claire est établie, comme en Allemagne, au travers de l'article 31 de la Constitution: «le droit fédéral casse le droit des «Länder»» – après une procédure de consensus de longue haleine.

Deux aspects principaux différencient le fédéralisme belge de celui pratiqué en Suisse: tout d'abord, les facteurs qui favorisent la construction identitaire, tels que les cantons, les langues, la religion, l'économie ou le clivage ville-campagne, imprègnent les diverses identités de notre population. En Belgique, tous ces facteurs, à l'exception de la religion, ont un effet au sein d'une région définie, divisant ainsi le pays. Si nous connaissons en Suisse quatre cantons polyglottes et que nos partis sont organisés au niveau national, les partis belges, qu'ils soient socialistes ou libéraux, se cantonnent à leur groupe linguistique. Les Flamands et les Wallons ne pourront jamais être unis au sein d'un Etat, tout comme les deux communautés catholiques.

La seconde différence tient au développement historique. La Belgique fut construite, en 1830, sur le modèle d'une Etat central, qui délégua



Tim Guldemann, conseiller national (ZH)

En Belgique, sept parlements coexistent, avec des compétences se chevauchant.

ensuite un certain nombre de compétences du haut vers le bas, se morcelant ainsi petit à petit. En Suisse, le développement et l'évolution des domaines de compétence suivent le chemin inverse. Le principe de subsidiarité donne donc prioritairement les compétences aux cantons, ne les transmettant à la Confédération qu'avec le consentement de la population et des cantons.

Mais il existe une troisième différence entre ces deux pays: leur attitude respective vis-à-vis de l'Europe. Il y a quelques années, j'avais interrogé l'ambassadeur belge auprès de l'OTAN sur la question de la neutralité. Sa réponse était claire et précise: «Neutralité? Nous avons essayé par deux fois, ça ne fonctionne pas!». Lors des deux guerres mondiales, la neutralité belge a été violée par l'Allemagne. C'est notamment ce qui a poussé la Belgique à s'engager auprès de l'OTAN et dans le chemin de l'intégration européenne. Ainsi, l'isolement n'est pas une option. Le secrétaire d'Etat en charge de la politique d'asile expliquait à notre délégation que l'afflux de réfugié-e-s était mieux contrôlé aux frontières extérieures de l'UE et que, par conséquent, les frontières belges restaient ouvertes.

Cette conviction amène la Belgique à peu de compréhension dans le choix suisse de la voie nationale solitaire. Lors de nos entretiens sur la question de l'initiative contre l'immigration de masse, nous avons entendu, tout comme au Luxembourg précédemment, la même réponse: dans la vie, on ne peut avoir le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière».



Les accablants rapports onusiens sur l'Erythrée

Onu/Jean-Marc Ferré



Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies siège à Genève.

PRISONNIERS POLITIQUES, PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES, CONDITIONS DE DÉTENTION DÉPLORABLES, PARTI UNIQUE, ABSENCE TOTALE DE LIBERTÉ D'EXPRESSION, ENFANTS SOLDATS, ... LES RAPPORTS QUE LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES PUBLIE DEPUIS QUELQUES ANNÉES DRESSENT UN PORTRAIT ACCABLANT DE L'ÉRYTHRÉE. CE BILAN SANS CONCESSION EST ÉGALEMENT CORROBORÉ PAR DES ORGANISATIONS COMME AMNESTY INTERNATIONAL ET HUMAN RIGHTS WATCH. ÉTAT AUTORITAIRE, L'ÉRYTHRÉE EST DÉPOURVUE DE SYSTÈME JUDICIAIRE INDÉPENDANT, D'UNE ASSEMBLÉE NATIONALE ET D'AUTRES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ESSENTIELLES.

Selon le dernier rapport de la Commission d'enquête sur la situation des droits humains en Érythrée, publié début juin, des crimes contre l'humanité ont été commis de manière généralisée en Érythrée dans les centres de détention, les camps d'entraînement militaire et d'autres endroits à travers le pays au cours des 25 dernières années. Les enquêteurs onusiens accusent le gouvernement à Asmara d'être responsable de violations systématiques des droits humains, à grande échelle, menant des dizaines de milliers de personnes à fuir leur pays chaque année.

L'Erythrée est un Etat dirigé d'une main de fer où règne un système répressif sous lequel toute personne peut être arrêtée sans motif valable, emprisonnée, torturée, assassinée ou tout simplement disparaître. En outre, les crimes de réduction en esclavage, d'emprisonnement, de disparitions forcées, de torture, de persécution, de viol, de meurtre et d'autres actes inhumains ont été



Manuel Tornare, conseiller national, PS/GE

État autoritaire, l'Erythrée est dépourvue de système judiciaire indépendant.

commis dans le cadre d'une campagne généralisée et systématique visant à instiller la peur.

La situation accablante des droits humains est bien à l'origine du nombre toujours croissant d'Erythréen-ne-s qui quittent le pays, au rythme d'environ cinq mille par mois. Le fait d'attribuer leur décision de partir à de seules raisons économiques reviendrait à ignorer la terrible situation des droits de l'homme en Erythrée et la véritable souffrance de sa population.

Dans une motion déposée le 17 juin 2016 au Conseil national, j'ai demandé au Conseil fédéral de soutenir, sur les plans politique, financier et des ressources humaines les différents efforts que les Nations Unies entreprennent pour améliorer la situation en Erythrée. Le Conseil fédéral propose d'accepter ma motion et il précise, dans sa réponse, que la Suisse reconnaît et soutient les efforts déployés par les Nations Unies concernant l'Erythrée dans plusieurs domaines, notamment

quant à la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel (EPU) et de la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en Erythrée (« *Commission of Inquiry* ») ou encore au moyen de projets ciblés pour améliorer le respect des droits de l'homme ainsi que les conditions sociales et économiques sur place. Par ailleurs, en collaboration avec l'ONU, le DFAE examine actuellement dans quelle mesure la mise en œuvre des recommandations de l'EPU pourrait être étayée par la présence de personnel spécialisé suisse sur place.

Tant au niveau bilatéral que multilatéral, nous devons rappeler au gouvernement érythréen ses obligations internationales en matière de droits humains et l'exhorter à coopérer avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. En coopération avec la communauté internationale, la Suisse doit activement renforcer le dialogue avec l'Erythrée (et surtout certains parlementaires qui se pavent à Asmara!) et son inclusion au sein de la communauté internationale même si l'Erythrée n'a jusqu'ici pas démontré de volonté politique de s'engager.

Erasmus sera encore ouvert aux Suisses en 2017

Statue d'Erasmus à Rotterdam.

PARTIR POUR UN SEMESTRE OU PLUS AFIN D'ÉTUDIER DANS UN PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE (UE) EST UNE EXPÉRIENCE HORS DU COMMUN ET UNE CHANCE POUR DE NOMBREUX ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS SUISSES. MAIS LA PARTICIPATION DE LA SUISSE À CE QUI EST CONSIDÉRÉ COMME L'UN DES PROGRAMMES-PHARE DE L'UNION EUROPÉENNE A ÉTÉ LARGEMENT COMPROMISE PAR LA VOTATION DU 9 FÉVRIER 2014. PARMI LES DIFFÉRENTS DOMAINES MIS EN DANGER, CELUI-CI TOUCHE PARTICULIÈREMENT LES JEUNES EN FORMATION.

Si les étudiant-e-s de Suisse continueront à pouvoir profiter d'un échange Erasmus en 2017, c'est avant tout grâce à une solution transitoire, mise sur pied à la suite de l'acceptation de la fameuse initiative et la mise à l'écart de la Suisse du programme par l'UE. Mais la version suisse d'Erasmus a rencontré un large succès en 2016 : 10'781 personnes en ont profité, ce qui représente une augmentation de 12% par rapport à 2015.* Sont compris ici les personnes partant à l'étranger mais aussi celles qui viennent étudier en Suisse.

Si les échanges internationaux continuent donc à attirer un tel nombre d'étudiant-e-s, c'est avant tout parce que les avantages sont nombreux pour ces jeunes en quête de nouveauté, d'aventure et souhaitant voyager en Europe. Car partir étudier dans un pays européen ne se résume pas à aller faire la fête dans une ville universitaire pour y apprendre vaguement une langue et acquérir, au passage et péniblement, quelques crédits. Au contraire, il



Pauline Despont, collaboratrice romande

Un étudiant rentre d'un Erasmus avec le sentiment d'appartenir à l'Europe.

s'agit d'un réel perfectionnement de sa formation à l'étranger couplé à la découverte d'une autre université avec ses cours originaux et inédits. Vient ensuite l'apprentissage d'une langue à travers une immersion totale qui, lui, dépend fondamentalement de la motivation et des efforts fournis. En plus de cela, ces programmes d'échange servent à découvrir des pays, parfois voisins, dont notre connaissance se limite souvent à des clichés tels que « les Allemands se nourrissent de Currywurst » ou « tous les espagnols font la sieste ». Enfin, rencontrer des étudiants étrangers c'est aussi se rendre compte que nous avons, en tant que citoyens du continent européen, une culture qui n'est finalement pas si différente que cela et que nous partageons les mêmes buts et préoccupations. Ces rencontres contribuent à renforcer un sentiment d'appartenance à une communauté dépassant les frontières des Etats. Pro-européen ou non, un étudiant rentre d'un Erasmus avec le sentiment d'appartenir à l'Europe.

Mais si les choses semblent bien marcher pour l'instant, cette solution n'est pas garantie à long terme. Dans l'épineux dossier de la relation Suisse-UE, la droite bourgeoise a décidé de miser sur une « clause de sauvegarde unilatérale », qui prévoirait un plafond et des contingents, violant ainsi l'Accord sur la libre circulation des personnes. En réaction, l'UE pourrait parfaitement renoncer, entre autres, à la prolongation de l'accord sur la recherche Horizon 2020/Erasmus. Le PS s'oppose frontalement à l'introduction unilatérale de contingents, qui mettraient notamment les étudiant-e-s dans une situation particulièrement complexe.

*Source : Fondation pour la formation confédérale. La Fondation ch pour la collaboration confédérale met en œuvre la solution transitoire Erasmus+ sur mandat du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).



Pour une politique d'asile humaine

EN SUISSE, LES CAS DE RENVOIS « DUBLIN » FOULANT AUX PIEDS LES MOTIFS HUMANITAIRES ET LE REGROUPEMENT FAMILIAL SE MULTIPLIENT CES DERNIERS TEMPS. LE RENFORCEMENT DE LA DROITE DURE AU PARLEMENT FÉDÉRAL N'Y EST PAS POUR RIEN.

En cette période de crise migratoire, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) multiplie les décisions de non-entrée en matière à l'encontre de requérant-e-s d'asile déjà passés par un pays européen (intégré dans l'espace Dublin). Des décisions qui, bien souvent, tiennent du zèle administratif plutôt que de la prise en compte des situations individuelles – pourtant à la base du principe de l'asile!

Or, le Règlement Dublin laisse aux États membres une marge de manœuvre: l'article 17 offre la possibilité de déroger aux critères d'application, «notamment pour des motifs humanitaires et de compassion, afin de permettre le rapprochement de membres de la famille». Le SEM semble avoir «oublié» cette option, qui permet d'ouvrir une procédure d'asile ou au moins d'admission à titre provisoire. Sans parler des autorités des différents cantons qui se contentent d'exécuter les décisions, sans remettre leur bien-fondé en question.

Témoin, l'exemple récent de la famille Musa, déchirée par le renvoi en Croatie de trois jeunes frère

et sœurs syriens, seul le benjamin ayant pu rester à Genève, où vivent leurs oncles et tantes. Encore plus récemment, un jeune Erythréen victime de torture dans son pays a été renvoyé en Italie, alors qu'il souffre de stress post-traumatique et bénéficie du soutien de son frère à Genève.

Ces décisions ne tiennent compte ni des liens familiaux, ni de l'état de santé des personnes concernées. Même quand il s'agit de femmes enceintes ou qui viennent d'accoucher. Une autre famille syrienne, la famille Algoush, aurait ainsi dû être renvoyée alors que la mère, enceinte de son quatrième enfant, était sur le point d'accoucher.

De plus en plus automatiques, ces renvois donnent la nausée. Il arrive aussi que des familles avec enfants soient expulsées en cours d'année scolaire, ce qui ne se produisait pas avant. Avant, c'était avant qu'une nouvelle majorité de droite décomplexée s'installe au Parlement et incite la Suisse à profiter du système Dublin pour durcir sa politique d'asile. Alors qu'à l'origine, ces accords ont essentiellement été conclus pour empêcher des requé-



Liliane Maury Pasquier,
conseillère aux États (GE)

Ces décisions ne tiennent compte ni des liens familiaux, ni de l'état de santé des personnes concernées.

rant-e-s d'asile de déposer une demande dans plusieurs pays – but qui a été largement atteint et, hélas, souvent détourné.

Aux violations des principes humanitaires et du droit d'être ensemble s'ajoutent les conditions parfois proches de la maltraitance dans lesquelles s'effectuent les renvois, y compris les retours «volontaires». Notre pays ne gagne rien à mener cette politique: c'est une situation de «lose-lose», qui aboutit à salir la tradition d'accueil de la Suisse et à imposer une nouvelle séparation à des personnes déjà éloignées de leurs proches restés au pays.

La formidable mobilisation de collectifs de citoyennes et citoyens solidaires a permis, dans certains cas, d'éviter le pire. Mais il s'agit de «bricolages» au cas par cas, fragiles et incertains. La Suisse peut et doit faire mieux: tout en s'impliquant dans une réforme du système d'asile européen, notre pays doit pratiquer dès aujourd'hui une politique humaine, au niveau de la Confédération et des autorités cantonales. Au lieu de renvoyer aveuglément des femmes, des hommes et des enfants vers le désespoir, la Suisse doit leur offrir une promesse d'espoir, une terre d'asile.

Les socialistes pour la citoyenneté

QUE PEUVENT ENTREPRENDRE LES SOCIALISTES POUR ENCOURAGER LA NATURALISATION DES MIGRANT-E-S ? EN JUIN DERNIER, UNE ORDONNANCE DU CONSEIL FÉDÉRAL A ANNONCÉ L'ENTRÉE EN VIGUEUR AU PREMIER JANVIER 2018 DE LA NOUVELLE LOI SUR LA NATIONALITÉ ADOPTÉE PAR LES CHAMBRES FÉDÉRALES LE 20 JUIN 2014. PRENANT ACTE DE CETTE DÉCISION, LE CONSEIL D'ÉTAT VAUDOIS A PUBLIÉ UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE ENCOURAGEANT LES MIGRANT-E-S À SE NATURALISER. LE GOUVERNEMENT CANTONAL A APPELÉ LES COMMUNES À S'IMPLIQUER FORTEMENT DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES CANDIDAT-E-S TOUT AU LONG DE LA PROCÉDURE. DE SON CÔTÉ, LE PS MIGRANT-E-S A LANCÉ UN PROJET DE « CONSEILLER EN NATURALISATION » DANS PLUSIEURS CANTONS SUISSES.

En Suisse, le « *ius sanguinis* » (droit du sang) permet d'acquérir la nationalité et la citoyenneté à travers la filiation paternelle ou maternelle. Les droits de voter, d'élire et d'être élu naissent une fois la citoyenneté acquise; citoyenneté que les étrangères et étrangers peuvent obtenir en Suisse au travers de la procédure de naturalisation. Celle-ci est l'objet de lois tant au niveau national (loi sur la nationalité) que cantonal ou encore communal.

Durcissement de la loi

La nouvelle loi adoptée au parlement, tout comme son ordonnance, marque un changement de paradigme et des restrictions draconiennes des conditions d'acquisition de la nationalité suisse. Ainsi, dès 2018, voici les nouvelles exigences: la durée exigée de séjour en Suisse passe de dix à douze ans. Les candidat-e-s devront être titulaires d'une autorisation d'établissement (permis C) et exclut les titulaires de permis N, F et B qui, jusqu'ici avait accès à la naturalisation. Ils devront attester de connaissances de langue nationale du canton de domicile, non seulement à l'oral, mais également à l'écrit (ils/elles seront soumis-e-s à un examen de niveau relativement



Ihsan Kurt, Conseiller communal à Prilly

élevé). L'ordonnance fédérale d'exécution renforce aussi les exigences, notamment en termes de dépendance à l'aide sociale, de poursuites éventuelles, de virginité du casier judiciaire. Et enfin, la nouvelle loi et l'ordonnance incluent aussi de nombreux critères à remplir pour prouver que les demandeuses et demandeurs sont adapté-e-s aux « conditions de vie » et à « la vie sociale et culturelle » en Suisse, autrement dit, qu'elles ou ils ont de « bonnes mœurs ».

Risques liés à des procédures arbitraires

Ces critères sont souvent imprécis ou trop vaguement formulés, laissant place aux éventuelles interprétations arbitraires au niveau communal. Il s'agit de critères subjectifs et problématiques du point de vue des droits fondamentaux et en contradiction avec la conception d'un État de droit et libéral, garantissant aux citoyen-ne-s les libertés fondamentales.

Dans ce sens, la bonne volonté du Conseil d'Etat vaudois ne suffit pas pour que plus de 33% des personnes domiciliées dans le canton et qui sont d'origine étrangère deviennent des citoyens à part entière. L'ap-

plication de la nouvelle procédure de naturalisation dès 2018 est très discutable, en raison du manque de ressources et de volonté politique; sans oublier un important problème d'information au niveau communal.

Les socialistes se mobilisent

C'est ainsi que le PS Suisse, avec le PS Migrant-e-s, a lancé le 1^{er} août 2016 une campagne pour la naturalisation des personnes au bénéfice d'un permis B. Le PS Suisse informe et aide les migrant-e-s à se naturaliser.

Le PS Migrant-e-s a créé au niveau national les groupes de « conseiller/ère en naturalisation ». Ces derniers peuvent être contacté-e-s par courriel et prêteront assistance aux personnes qui en ont besoin, tout au long de la procédure. Le PS soutient également l'initiative parlementaire d'Ada Marra qui vise à faciliter la naturalisation aux étrangères et étrangers de la troisième génération.

S'agissant surtout d'étrangers qui peuvent garder leur nationalité d'origine (devenant ainsi doubles-nationaux), le passeport rouge à croix blanche apporte de nombreuses garanties. Ainsi, il permet d'une part l'octroi des droits politiques, mais offre une protection absolue face à l'expulsion. C'est pourquoi il est primordial que les migrant-e-s s'adressent à leur commune de domicile afin d'entamer officiellement leur procédure de naturalisation avant le mois de janvier 2018!

Pour plus d'informations:
www.pssuisse.ch/naturalisation

Renforcer la participation politique



LORS DU PROCHAIN CONGRÈS À THOUNE, UNE DÉCISION QUANT À L'ANCRAGE DU PS MIGRANT-E-S DANS LES STATUTS DU PS SUISSE SERA PRISE. LE MOMENT EST DONC BIEN CHOISI POUR VOUS INFORMER ICI DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'ÉTAT ACTUEL DU PS MIGRANT-E-S.

Le PS dispose d'une bonne renommée auprès de nombreuses personnes issues de la migration. Beaucoup placent leurs espoirs et leurs attentes dans le parti. Néanmoins, les migrantes et les migrants sont sous-représenté-e-s au sein du PS, et l'un des buts du PS Migrant-e-s est d'inverser cette tendance. En Suisse romande, les migrant-e-s restent globalement mieux représenté-e-s qu'en Suisse alémanique, en particulier dans les cantons où les étrangers ont le droit de vote. Le potentiel reste malgré tout encore très élevé.

Un immense potentiel

Plus d'un tiers de la population résidant en Suisse est issue de l'immigration. Parmi elle, un million de personnes sont autorisées à voter. Sur les deux millions d'étrangères et d'étrangers, une grande partie possède un permis de séjour permanent et peut obtenir la nationalité suisse dans un avenir proche. Lorsque des personnes issues de la migration vont voter, elles soutiennent plus largement les partis de gauche que le reste de la population. Cependant,

l'abstentionnisme lors d'élections et de votations est largement supérieur à la moyenne chez ces personnes. C'est cette tendance que le PS Migrant-e-s entend contrecarrer.

Mais le but du PS Migrant-e-s n'est pas simplement de gagner les voix des migrant-e-s pour faire les affaires du PS. Le PS migrant-e-s veut aider, en collaboration avec les migrant-e-s partageant nos valeurs socialistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, à atteindre une meilleure participation politique et une meilleure représentation politique. Nous nous définissons, de la même façon que les Femmes* socialistes suisses, comme un groupement faisant pression pour atteindre une meilleure intégration politique.

De projet à organe

Le comité provisoire du PS Migrant-e-s a été créé début 2012. Lors du Congrès 2012 à Lugano, un plan d'action visant à renforcer la participation politique des migrant-e-s au sein du parti a été adopté. Depuis, le PS Migrant-e-s s'est construit étape par étape. Maintenant, des sections

qui fonctionnent bien existent dans de nombreux cantons et, au cours des dernières années, le PS Migrant-e-s a prouvé sa capacité à faire campagne malgré des ressources limitées.

De manière logique, le projet « PS Migrant-e-s » devrait maintenant être converti en un organe fixe du PS Suisse. Ainsi, il obtiendrait une égalité statutaire avec les Femmes* socialistes suisses et le PS60+. Cela signifie aujourd'hui, au-delà d'un article dans les statuts du PS Suisse, le droit d'envoyer une délégation dans les différentes assemblées, comme à l'Assemblée des délégué-e-s ou au Congrès.

Poursuite du développement

La création de sections cantonales doit encore être intensifiée. Une grande part de responsabilité incombe aux Partis cantonaux respectifs ainsi qu'aux sections locales. Le PS Migrant-e-s suisse apporte volontiers son soutien dans la mesure du possible, notamment grâce à des personnes de contact ou des exemples de bonnes pratiques.

Pour plus d'informations :
www.psmigrants.ch



Mustafa Atici, président du PS Migrant-e-s

Le PS migrant-e-s veut aider à atteindre une meilleure participation et représentation politique.



Futur PS: réforme du

« TÔT OU TARD, IL FAUT PRENDRE PARTI SI L'ON VEUT RESTER HUMAIN ». CETTE CITATION DE GRAHAM GREENE, GRAND JOURNALISTE ET AUTEUR ANGLAIS, AVEN-
TURIER ET MORALISTE, ESPION DU MI6 ET GRAND SYMPATHISANT DU SOCIALISME,
EST AUSSI VALABLE AUJOURD'HUI QU'AU TEMPS DE LA GUERRE FROIDE. LE MONDE
EST EN EFFERVESCENCE.

Jamais autant de personnes n'ont été en fuite, chassées par la mort, la guerre et la pauvreté. Jamais la répartition des biens, de l'argent et des chances n'a été aussi inégale et jamais le fossé entre pauvres et riches n'a été aussi grand. Attentats et tueries ébranlent le monde et les réactions qui en découlent sont aussi bouleversantes que les attaques elles-mêmes. Les partis nationalistes de droite gagnent du terrain, et une escalade de la violence est en marche. Notre réaction est inverse: nous voulons plus de justice, plus d'égalité des chances, plus de prévention, plus de formation.

Nous n'atteindrons une réelle efficacité que si nous sommes nombreux à penser de la sorte, si nous nous unissons et décidons d'agir: si nous devenons un bastion de la démocratie, des droits de l'homme et de la justice, une force désormais indispensable. C'est ce que veut le projet Futur PS. Jeter les bases pour pouvoir nous affirmer en tant que facteur politique et être en mesure, à l'avenir, d'influencer le cours politique de notre pays. Nous restons ainsi assez forts pour faire front aux tendances isolationnistes nationalistes, ainsi qu'à l'inégalité croissante. C'est aussi avant tout, pour continuer à développer nos propres idées, concepts et visions.

Les sections du PS ont dernièrement reçu des documents par la poste. Elles sont invitées, dans le cadre du Congrès des 3 et 4 décembre 2016, à prendre position sur 18



Leyla Gül,
co-secrétaire générale
du PS Suisse

amendements au projet «Futur PS». Voici un aperçu expliquant les enjeux du projet, sous la forme de réponses aux questions fréquemment posées.

Quel est le projet ?

Le projet «Futur PS» poursuit quatre objectifs:

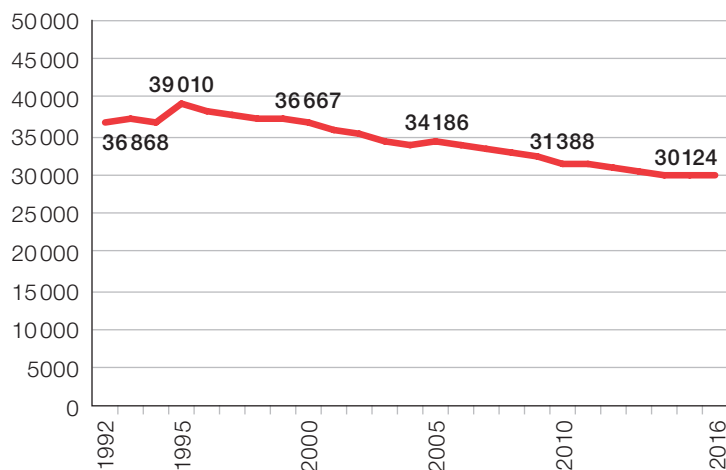
1. Le PS reste un parti de membres. Cela signifie que nous devons faire plus dans le domaine du recrutement et de l'engagement des militant-e-s.
2. Le PS est capable de faire campagne et de mobiliser. Ici, nous nous appuyons sur ce qui a fait ses preuves, au travers de l'engagement de nos membres.
3. En tant que parti qui veut être armé pour le futur, nos structures organisationnelles doivent être adaptées en cas de nécessité: p.e. les Femmes* socialistes suisses, le PS60+ ou encore le PS Migrant-e-s.
4. A moyen et long terme, le financement des projets et campagnes ainsi que les prestations en faveur des Partis cantonaux, des membres et des sections sont garantis.

Qu'est-ce qu'un parti de membres et pourquoi ces derniers sont-ils si importants pour le PS ?

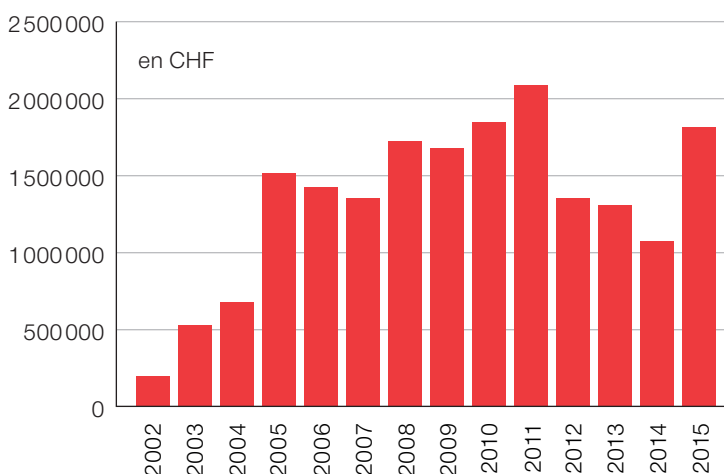
La structure de base du PS remonte aux années 1920. A cette époque, de nombreux partis de membres virent le jour en Europe. Même si les choses ont bien changé depuis, l'identité du PS Suisse repose encore aujourd'hui sur les éléments d'un parti de membres: de nombreux membres, répartis en diverses sections, déterminent la ligne officielle du parti, assurent sa capacité à faire campagne ainsi que son ancrage dans la société. Les sections jouent un rôle clé. Là où elles fonctionnent bien, elles ont suffisamment de relève et d'influence sur la politique communale. Ceci a des répercussions très positives sur la visibilité du PS et rend les PS locaux encore plus attractifs pour les membres potentiels.

Cependant, la baisse générale d'engagement à un parti politique, observable depuis des décennies, est en opposition avec notre autodéfinition en tant que parti de membres. La diminution du nombre de membres ne se fait pas ressentir uniquement au niveau financier: elle influe aussi sur la conception de la démocratie interne au parti et sur la force de mobilisation. Autrement dit, le PS a besoin de membres pour pouvoir faire bouger les choses et pour pouvoir transmettre quotidiennement ses valeurs aux concitoyennes et concitoyens. Réciproquement, les membres ont besoin d'un PS organisé de manière démocratique pour pouvoir prendre de l'influence. Que ce soit à travers une représentation dans un parlement ou une assemblée communale, au moyen d'initiatives ou de référendums, qu'il s'agisse d'une manifestation sur la place fédérale ou sous la coupole: chaque membre

Membres, respectivement évolution des cotisations des membres depuis 1992



Evolution des dons depuis 2002



parti

Le PS Suisse n'a pas les moyens financiers mobilisés par les partis bourgeois – et ne les aura probablement jamais.

participe à déterminer à quoi la société devrait ressembler.

Une grande partie des propositions du Congrès concerne, dans ce contexte, les domaines du recrutement des membres et du lien entre eux: ces derniers devraient être déclarés comme tâche principale et à long terme à tous les niveaux du parti.

Quelles sont les tâches principales du PS Suisse ?

Le PS Suisse a un large domaine d'activités. En tant que parti national, il s'occupe du travail parlementaire au Palais fédéral et des votations nationales. Il élabore des concepts stratégiques, fixe des points forts, lance des débats sur des thèmes importants et met en œuvre les projets et campagnes qui vont avec. En tant qu'organisation faîtière de 27 partis cantonaux et de plus de 800 sections, il offre aussi divers services.

Au cours des dernières années, deux tendances se sont dessinées. D'un côté l'augmentation de l'offre des services offerts par le PS Suisse sous la forme de projets de formation, de missions de coordination, de matériel d'information et de campagnes. Cela concerne aussi ainsi l'offre dans les campagnes précédant les élections et les votations. D'un autre côté, l'augmentation des exigences financières et en personnel, que les votations et les élections placent, en général, sur les partis politiques.

Que signifie la capacité à faire campagne ?

L'un des plus grands défis qui se présente aujourd'hui est notre capacité à faire campagne. Au regard des dernières élections et votations, une chose est claire: le PS Suisse n'a pas les moyens financiers mobilisés par les partis bourgeois – et ne les aura probablement jamais. Nous devons donc utiliser d'autres moyens pour gagner et faire partager nos valeurs. Et ces derniers existent, comme le prouve la campagne de mobilisation introduite lors de la campagne électorale de 2015, qui a donné d'excellents résultats. Là

où beaucoup de coups de téléphone ont été passé, le PS a, en règle générale, fait un bon résultat. Un autre excellent moyen de renforcer la capacité à faire campagne du PS sont les Femmes* socialistes suisses, le PS 60+ et le PS Migrant-e-s, qui se préoccupent spécifiquement des préoccupations des femmes, des seniors et des migrant-e-s.

Pourquoi avons-nous besoin d'argent, alors que les autres en ont de toute façon beaucoup plus que nous ?

Même si nous avons moins d'argent que les partis et associations bourgeois, et même si nous mesurons notre capacité à faire campagne avant tout au nombre de nos bénévoles et non en terme de montant en francs: sans argent, nous ne fonctionnons pas non plus.

Le budget du PS Suisse s'élève, durant une année non électorale, à 3,8 millions de francs. Il y a une dizaine d'années, il atteignait en moyenne 4,5 millions de francs. Plus d'argent était donc disponible. Les recettes se composent avant tout des cotisations de membres et des dons de sympathisant-e-s, qui représentent à peu près 90% du revenu. Ces deux sources de revenu sont en perte de vitesse: le nombre de membres est en baisse depuis les années 1990 (avec une inversion de la tendance, fort appréciable, en 2015) et les dons depuis environ 5 ans.

Afin de rétablir l'équilibre entre les dépenses et les revenus, le Comité directeur a décidé fin 2015 de alléger le budget de 500 000 francs, au travers d'une complémentarité entre une augmentation des revenus et d'une diminution des dépenses. Après consultation avec les partis cantonaux, cette mesure pourra être atteinte à travers une augmentation de 10 francs de la cotisation par membre. Par contre, en raison du résultat sans équivoque d'une consultation interne, le PS n'acceptera toujours pas les dons issus des milieux économiques.

Que se passera-t-il si l'on ne fait rien ?

Une question revient de manière particulièrement récurrente: que se passera-t-il exactement si le Congrès ne décide d'aucune mesure sur les recettes? Dans ce cas, l'allègement du budget ne serait atteint qu'au travers d'économies. Cela aurait comme conséquences d'importants changements dans le cahier des charges du PS Suisse. Ce dernier ne serait plus en mesure de maintenir ses responsabilités clés, ses activités et son offre habituelle de services. Les dépenses seraient constamment évaluées et des économies devraient être faites dans divers domaines.

LE RÉSULTAT



C'est à l'unanimité que le Conseil de sécurité de l'ONU a apporté son soutien au portugais Antonio Guterres pour succéder à Ban Ki-moon au poste de Secrétaire général des Nations Unies. Suite à ce résultat, son élection par acclamation le 13 octobre 2016 par les 193 pays membres s'apparentait à une formalité.

L'ancien premier ministre portugais et ancien Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) fut également secrétaire général du Parti socialiste portugais entre 1992 et 2002. Ce polyglotte parle couramment français. Guerre en Syrie, crise des réfugié-e-s, les exemples de dossiers épineux attendant Antonio Guterres sont nombreux et c'est dans un climat international tendu que le nouveau secrétaire général entrera en fonction le 1^{er} janvier 2017.

LE CHIFFRE

23,7%

... de la population dans l'Union européenne (UE), soit environ 119 millions de personnes étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2015. C'est le triste résultat publié par l'office de la statistique de l'UE, Eurostat, le 17 octobre dernier à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Après une baisse ininterrompue des risques de pauvreté entre 2009 et 2012, cette statistique est remontée pour retrouver son niveau de 2008. Toujours selon Eurostat, près d'une personne sur 6 serait menacée de pauvreté monétaire dans l'UE, et une personne sur douze de privation matérielle sévère. Bien entendu, des tendances divergentes ont été remarquées entre les divers Etats membres.

Jonas n'a pas besoin du nucléaire.



le 27 novembre à la sortie
programmée du nucléaire
d'ici 2029

sortie-programmee-nucleaire.ch

